Politique linguistique en Franconésie

par

Michel WAUTHION

0. Introduction

La Franconésie sert parfois à regrouper les Etats et territoires francophones du Pacifique, à savoir Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie pour l'espace mélanésien, Wallis-et-Futuna et la Polynésie française pour l'espace polynésien. Seul Vanuatu est un Etat indépendant, les autres espaces sont de souveraineté française, engagés à des degrés divers dans un processus d'autonomie interne, à l'exception de Wallis-et-Futuna. C'est à dessein que notre énumération regroupe ces espaces selon leur appartenance au monde polynésien ou mélanésien, et non en fonction de leur souveraineté politique ou de leur dépendance économique. Nous posons en effet que la politique linguistique mise en œuvre dans ces régions est conditionnée d'une part, par la diversité ou la relative unité des langues vernaculaires d'origine parlées sur ces territoires et, d'autre part, par le nombre de communautés culturelles en présence. Bien sûr, les capacités économiques des Etats déterminent en dernière analyse les moyens financiers pour appliquer ces politiques; nous verrons toutefois que l'argent n'assure pas d'emblée le bonheur des équilibres linguistiques. Une politique éducative originale se dessine donc dans chacun de ces territoires, au cœur de laquelle les pouvoirs publics ont choisi de faire figurer avec des calendriers distincts la diversité des langues premières. La conséquence est la mise en place d'une politique du français langue seconde, adaptée aux relations complexes entre langues de culture et langues d'éducation, qui caractérisent l'Océanie en général.

Les langues austronésiennes, papoues et australiennes constituent les trois grandes familles linguistiques autochtones du Pacifique et représentent globalement plus de 1400 langues vernaculaires¹. La branche océanienne de la famille austronésienne représente la branche la plus diffusée en Océanie insulaire. Elle se subdivise en divers sous-groupes, au sein desquels on retrouve d'une part, les langues du Vanuatu et de Nouvelle-Calédonie, d'autre part les langues polynésiennes. Les langues mélanésiennes sont nombreuses et en général d'intercompréhension faible ou nulle; les langues polynésiennes possèdent en revanche de larges champs d'intercompréhension et sont en nombre beaucoup plus réduit. D'une part, sont en présence à Vanuatu et en Nouvelle-Calédonie respectivement 108 et 28 langues, qui ressortissent presque toutes au groupe mélanésien. D'autre part, une langue de communication domine pour chacun des grands archipels polynésiens ainsi que pour les îles Wallis et Futuna. A Vanuatu et en Nouvelle-Calédonie, une langue de communication s'impose entre les communautés autochtones: respectivement le bislama et le français. En revanche, le tahitien est une langue véhiculaire identitaire dans l'ensemble de la Polynésie française, le wallisien et le futunien constituent les langues régionales exclusives des îles où elles sont implantées.

1. Nouvelle-Calédonie

230789 personnes ont été recensées en Nouvelle-Calédonie en 2004. Malheureusement, cette enquête démographique récente ne comprend pas de données sur l'appartenance ethnique des répondants, ni sur leurs usages linguistiques, contrairement aux précédentes éditions². Les données démolinguistiques

¹ LYNCH J., *Pacific Languages, an Introduction*, Honolulu, Hawaii University Press, 1998.

² Une « enquête culturelle » complémentaire territoriale a toutefois été annoncée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie au moment de lancer le recensement d'initiative nationale en août 2004. Pour l'instant est publié le seul décret 2005-807 paru au Journal Officiel du 20 juillet 2005. Les documents consultés sont donc ceux publiés par l'INSEE-ITSEE – RP NC 96. Les considérations sont donc biaisées par ce décalage chronologique. Si l'on peut supposer des équilibres communautaires globalement identiques, il faut observer que la population urbaine a concentré l'essentiel de l'accroissement général du territoire.

dont nous disposons sont donc celles du recensement de 1996. Celui-ci faisait apparaître une population totale de 196836 habitants, dont 45% de Mélanésiens (et 86788 Kanak), 34% d'Européens (59740), 12% de Polynésiens (22934), 9% d'Asiatiques (5922). De tous les espaces francophones du Pacifique, la Nouvelle-Calédonie est sans doute celui qui présente la plus grande diversité ethnique et le moindre métissage de sa population.

On observera qu'au sein des communautés, les compétences linguistiques sont diversement établies. Parmi la population de 14 ans et plus, très peu de locuteurs de langues mélanésiennes sont extérieurs à cette communauté, et 10% de Mélanésiens (1% sur les Loyauté, 20% en zone urbaine) ne parleraient pas la langue des ancêtres. En revanche, seuls 4,5% de l'ensemble de la population ne seraient que partiellement ou pas du tout francophones. Cette frange de locuteurs peu compétents en français concerne davantage les femmes (deux personnes sur trois, avec une proportion encore plus importante en Province des Îles : 10% de non francophones, dont 77% de femmes). Si l'on s'en tient au recensement de 1996, il y aurait donc environ 78000 locuteurs pour 28 langues kanak (Rivierre et alii, 2003 : 351), lesquelles appartiennent toutes (sauf le fagauvea) au sous-groupe océanique méridional de la branche océanienne des langues austronésiennes, avec un nombre de locuteurs très variable par idiome :

Drehu (Lifou, Loyauté)	17 000	Iaai (Uvea, Loyauté)	3000
Nengone (Mare, Loyauté)	9 400	Cèmuhî (Nord-Est)	3300
Paicî (Nord)	7 900	Yuanga (Nord-Ouest)	3000
Ajië (Centre)	5 500	Nyelâyu (Nord)	2116
Xârâcùù (Centre)	5 500	Drubea (Sud)	1800

Langues actuellement parlées avec moins de 1000 locuteurs : 10 = 35 %

Langues moribondes (- de 50 locuteurs) : 4

L'Accord de Nouméa (1998), document d'orientation sur le transfert de compétences de l'Etat vers la collectivité, énonce que « les langues kanak sont, avec le français, des langues d'enseignement et de culture. Leur place dans l'enseignement doit donc être accrue et approfondie »³. Il s'agit donc d'introduire progressivement les langues autochtones dans le dispositif scolaire dont elles furent longtemps exclues, non seulement en vertu des principes de l'école républicaine mais aussi de principes propres à la politique coloniale française. On oppose à cet égard l'action éducative de l'Etat (en langue française) et les missions d'évangélisation originales (en langues vernaculaires). Il n'en reste pas moins que l'objectif premier de l'introduction des langues kanak à l'école consiste à améliorer les résultats scolaires des populations de français langue seconde, selon le principe qu'à la faveur de l'interdépendance des langues, un bilinguisme harmonieux sera de nature à renforcer l'acquisition des compétences, là où un semilinguisme ou une relation diglossique ne peuvent qu'exercer des effets contraires. La préservation des langues kanak est un objectif patrimonial secondaire pour la sphère éducative⁴. L'un et l'autre objectifs passent par une redistribution des relations aux langues parmi la population mélanésienne et, dans une moindre mesure, parmi les autres communautés. Il s'agit de décroïsonner les usages linguistiques en introduisant de manière significative les langues maternelles dans les programmes d'alphabétisation et de scolarisation, et en renforçant l'appropriation collective du français comme un vecteur culturel complémentaire et non concurrent⁵.

Il existe depuis 1990 un cadre du ministère français de l'Education nationale qui autorise un quota horaire de 5 heures par semaine pour l'enseignement des langues maternelles à l'école primaire. Toutefois, la mise en œuvre d'un tel programme, qui relève des compétences des provinces ou des

³ L'article 215 de la loi organique 99-209 de 1999 exprime cette décision : « Les langues kanak sont reconnues comme langues d'enseignement et de culture. »

⁴ C'est en revanche un aspect essentiel pour l'Agence de développement de la culture kanak et les centres culturels Tjibaou à Nouméa et Goa Ma Bwarhat à Hienghène.

⁵ FILLOL V., VERNAUDON J., « Les langues kanak et le français, langues d'enseignement et de culture en Nouvelle-Calédonie : d'un compromis à un bilinguisme équilibré ? », Etudes de Linguistique Appliquée (ELA), n° 133, Paris, p. 55-67.

réseaux d'enseignement confessionnel⁶, a tardé jusqu'ici. Aussi le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a voté en septembre 2005 des mesures relatives à l'introduction des langues et cultures kanak, de l'anglais ainsi que « d'une autre langue maternelle de la région Asie-Pacifique parlée en Nouvelle-Calédonie » dans les programmes de l'école maternelle et primaire⁷. Ces dispositions entreront en vigueur à la rentrée de février 2006 ; elles précisent (article 6) que l'enseignement des langues kanak sera facultatif mais offert comme un véritable enseignement bilingue, à raison de 7 heures hebdomadaire en maternelle et 5 heures en primaire, à la fois comme langue enseignée et langue d'enseignement des disciplines non linguistiques⁸. Nous nous trouvons là devant un dispositif inédit par rapport au système éducatif français. En effet, s'il existe en France des classes bilingues à parité horaire et des classes d'immersion destinées à mobiliser les compétences en langue régionale, celles-ci ont un caractère facultatif et ne font l'objet d'aucune généralisation. Le vote pris par le Congrès calédonien parle d'une généralisation progressive d'un enseignement intégré de 20 à 25% du volume horaire en langues vernaculaires, partout où l'offre et la demande le justifient. Il reste à apprécier comment les provinces sauront à la fois identifier les demandes, mobiliser les intervenants pour les satisfaire et mettre à la disposition de ceux-ci le matériel pédagogique correspondant aux disciplines concernées (e.a. mathématiques, écriture, lecture). Les principales difficultés ressortissent à la gestion des milieux linguistiques hétérogènes (principalement urbains) et la reconnaissance du statut de l'intervenant (le texte parle d'« enseignant qualifié »).

Les langues mélanésiennes sont également enseignées au collège et au lycée, à raison de 2 heures facultatives hebdomadaires (ou 3 heures en LV2 optionnelle dans les collèges). En 2001, les collèges (568) et lycées (281) totalisaient 849 apprenants de langue kanak. Si le nombre de langues n'est pas limité au collège et dépend des offres et demandes exprimées, seules les quatre langues plus parlées font l'objet d'une épreuve optionnelle au baccalauréat depuis 1992 et sont donc enseignées au lycée (ajjië, drehu, nengone, paicî). On retrouve dans les collèges la même problématique du français langue seconde qui sert à justifier l'introduction des langues kanak au primaire. Dès qu'on quitte les zones urbaines, la langue maternelle des collèges n'est plus majoritairement le français et se partage entre le français et les langues vernaculaires. En dehors des zones de peuplement européen, le français est minoritaire (îles Loyauté, Nord). A Nouméa où se concentrent l'ensemble des migrants, le métissage oblige de toute façon à mettre en place un enseignement de français langue seconde dans un grand nombre d'établissements⁹. L'enseignement secondaire n'a toutefois pas encore mis en place sur le plan de l'enseignement du français une réflexion de politique éducative aussi approfondie que celle qui a été conduite pour l'école primaire.

L'Accord de Nouméa prévoit encore la création d'une Académie des langues kanak, en liaison avec le Sénat coutumier. Cette Académie n'a toutefois pas encore pris corps en 2005.

⁶ La Nouvelle-Calédonie est responsable des programmes et de l'inspection du primaire (loi organique du 19 mars 1999), les provinces ont la charge de l'adaptation de l'école primaire aux réalités locales (article « Enseignement » des *101 mots pour comprendre les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, (sous la direction de J.-Y. FABERON et F. GARDE), Nouméa, Ile de Lumière, 2002. Des plans de mise en œuvre du cadre ministériel ont été élaborés dans les provinces Nord (PHAX) et Iles (EILM).

⁷ Délibération 118 du 26 septembre 2005 du Congrès de Nouvelle-Calédonie portant programmes et horaires des écoles maternelles et élémentaires. Par le jeu des expressions politiques, les indépendantistes kanak ont voté contre ces mesures, qu'ils auraient souhaitées contraignantes et non conditionnelles (il est question d'expérimentation complémentaire en cycles 2 et 3, alors que la décision prise par le Congrès repose sur des expérimentations conduites en maternelle et classe préparatoire).

⁸ Que de chemin parcouru depuis l'expérience radicale des Ecoles Populaires Kanak (EPK) du milieu des années 80, mises en place sur décision du Front de Libération Nationale Kanak Socialiste (FLNKS), pour assurer l'éducation de base en langue vernaculaire. Ces expériences pédagogiques originales, fondées sur le travail par projets et ateliers pédagogiques, pouvaient accueillir des enfants sur des cycles longs dans la perspective de l'acquisition d'une compétence au service de la communauté locale. La formation dégagée de tout programme s'inscrit par conséquent en rupture avec l'enseignement public, ce qui explique la fermeture progressive de toutes ces écoles.

⁹ Par exemple, plus de la moitié des collégiens futuniens du Grand Nouméa ne parleraient le français qu'à l'école, selon l'enquête de M.-P. VEYRET et M.-J. GOBBER, « Quelles langues utilisent nos élèves? », CRDP Nouméa, 2000, annexe 18.

2. Wallis-et-Futuna

14 944 habitants ont été dénombrés sur le Territoire des îles de Wallis et Futuna en 2003, soit 778 personnes de plus qu'au recensement de 1996. La population a augmenté à un rythme moyen de 0,8 % par an sur la période. Deux phénomènes pèsent sur la croissance démographique : l'émigration massive et le ralentissement de la natalité. Les deux phénomènes vont de pair, le solde migratoire étant surtout le fait de personnes adultes en âge de procréer. Les non-diplômés et les inactifs sont toujours aussi nombreux, l'Institut national de la Statistique fait état de 42% de personnes inactives sur la tranche des 15 à 60 ans, et d'un taux de chômage de 15% parmi les personnes en activité. En 1996, 27,3% des personnes de 14 ans ou plus n'avaient aucune connaissance du français ; en 2003, cette part est tombée à 16%. Près de 8 personnes sur dix (78%) déclarent un bilinguisme français-wallisien ou futunien, et 6% parleraient uniquement le français.

Depuis le boom du nickel des années 1960-1970, une forte immigration de Wallisiens et de Futuniens vers la Nouvelle-Calédonie (détenteur de réserves de nickel parmi les plus importantes du monde) a fait en sorte qu'il se trouve désormais plus de ressortissants de ces îles dans le Grand Nouméa que sur leurs terres d'origine : il y aurait ainsi 9500 locuteurs de wallisien à Wallis et 12500 dans la région de Nouméa. Le même phénomène, quoique moins marqué, se reproduit pour le futunien : 4700 locuteurs à Futuna et environ 5000 en Nouvelle-Calédonie. Il faut toutefois observer que la proportion exacte de locuteurs polynésiens en Nouvelle-Calédonie n'est pas connue. Il semble qu'une partie de la population d'origine polynésienne perde la pratique de sa langue et le récent arrêté sur l'introduction des langues et cultures mélanésiennes dans les écoles maternelles et primaires de Nouvelle-Calédonie ne prévoit pas de procurer un enseignement des langues polynésiennes comparable aux volontés de bilinguisme français-langues kanak.

De toute manière, la situation n'est pas très différente à Wallis-et-Futuna, où une heure (facultative à Wallis, obligatoire à Futuna) de langue polynésienne hebdomadaire est dispensée dans les collèges et au lycée. A cette heure de langue s'ajoutent sur les deux îles respectivement deux heures de catéchisme en wallisien ou futunien. Des classes d'accueil en langue polynésienne sont organisées à la maternelle depuis 1998. La population scolaire du Territoire s'élevait en 2004 à quelque 5067 élèves (2703 pour le primaire et 2364 pour le secondaire), avec un taux d'encadrement très élevé (444 enseignants).

3. Polynésie française

La population de la Polynésie française est légèrement supérieure à celle de la Nouvelle-Calédonie (249200 habitants en 2004, 244830 au recensement de 2002), très majoritairement polynésienne et souvent métissée (les *demis* désignent des Polynésiens d'origine partiellement européenne ou asiatique). Outre la communauté européenne (composée pour une bonne part de fonctionnaires expatriés), il existe une communauté d'origine chinoise d'environ 10000 membres, qui bénéficie ou a bénéficié d'écoles assurant des cours de langues han (hakka). Les Chinois de Polynésie bénéficient de la nationalité française depuis 1964.

On distingue parmi les langues polynésiennes parlées :

Tahitien (îles de la Société)	145200
Mangarévien (Gambier)	2000
Marquisien du nord et du sud (Marquises)	8200
Tubua'i (Australes)	11000
Langues de Tuamotu	21000 ¹⁰

¹⁰ Données publiées par LECLERC, Jacques. «Polynésie française» dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 31 décembre 2001, [<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/pacifique/polfr/>], (10 octobre 2005).

Ces langues font toutes partie du rameau oriental des langues polynésiennes. Un degré d'intercompréhension existe avec les langues polynésiennes de Nouvelle-Zélande (maori), le hawaïen entre autres. Les variations lexicales de langue à langue sont souvent, pour des mots d'étymologie identique, dans le système consonantique.

Contrairement à la Nouvelle-Calédonie où le français est langue véhiculaire, c'est le tahitien qui, selon PELTZER (CERQUIGLINI, 2003 : 321), joue ce rôle en Polynésie française. D'une part, le nombre de locuteurs de langue maternelle tahitienne est considérable, alors que les langues des autres archipels, moins peuplés, sont relativement peu parlées, sans qu'il y ait rien de commun avec la dispersion des langues mélanésiennes en Nouvelle-Calédonie. D'autre part, l'usage quotidien des langues polynésiennes serait demeuré la règle malgré la politique d'éducation en langue française conduite depuis plus d'un siècle.

Une Académie tahitienne a été fondée en 1974 et a publié une dizaine d'ouvrages liés à cette langue. Par suite d'une décision territoriale de novembre 1980, le tahitien a été déclaré langue officielle de Polynésie française, aux côtés du français. Ce statut a dû être aménagé ensuite, lorsque la Constitution française a introduit en 1992 une disposition linguistique par son article 2 : « La langue de la République est le français ». Cette disposition a eu pour conséquence, en dépit d'un arrêté territorial de 1996 sur l'identité culturelle, de réduire au seul français par décision du Conseil constitutionnel la langue de la relation publique entre l'administration et la population.

Il convient toutefois de rapprocher cette affirmation courante du tahitien comme langue véhiculaire des informations offertes par le volet linguistique du dernier recensement réalisé par l'INSEE-ISPF¹¹. Le recensement de 2002 comportait en effet un important questionnaire sur les usages linguistiques domestiques. On y découvre que, pour les résidents âgés de 14 ans et plus (177002 personnes), la langue polynésienne représente la langue du foyer la plus utilisée pour une proportion comprise entre 31,36% et 38,7% des habitants (selon qu'on autorise ou non plusieurs choix), tandis que le français représente la langue usuelle du foyer pour 62,5% des familles. Ces chiffres globaux cachent toutefois des usages linguistiques très variés tant sur le plan géographique que communautaire. En effet, on observe que 75% des habitants de Tahiti déclarent faire d'abord usage du français au foyer, tandis qu'aux Marquises, c'est le marquisien qui est la langue principale du foyer pour 73,9% de locuteurs. 45% des personnes nées en Polynésie utilisent une langue polynésienne à la maison et 57% utilisent le français (de manière non exclusive) tandis que 92% des personnes nées en France et 70% des personnes nées à l'étranger recourent au français et peu ou pas aux langues polynésiennes. Enfin, le classement par genre fait apparaître un plus grand usage du français parmi les femmes (65%) que parmi les hommes (60%).

L'éducation joue également son rôle dans la détermination de la langue du foyer puisque, si la moyenne des répondants peu ou pas diplômés qui déclarent faire un usage domestique du français est de 26,5%, la proportion grimpe à 88,5% chez ceux qui ont poursuivi des études supérieures. En outre, il faudrait tenir compte des usages linguistiques chez les enfants (67828 personnes, avec un taux d'accroissement naturel de 1,49% en 2002), pour qui les données ne sont pas communiquées. On peut raisonnablement supposer, vu la corrélation mise en évidence par le niveau d'éducation, que les plus jeunes seront plus enclins à faire usage d'une langue polynésienne à la maison. Enfin, il s'agit du recensement des compétences déclarées mais non vérifiées des locuteurs. Il faut donc prendre en compte l'écart entre une compétence réelle et une représentation de celle-ci, surtout si derrière les déclarations a cours une idéologie selon laquelle la pratique du français à la maison faciliterait la réussite scolaire des enfants.

L'analyse des compétences à communiquer langagièrement fait apparaître un bilinguisme très répandu parmi la population : seules 12537 personnes - environ 2% - déclarent n'avoir qu'une connaissance partielle ou pas de connaissance du français. Pour les langues polynésiennes, la part de ceux qui ne les maîtrisent pas atteint 45051 répondants. Encore une fois, si l'écart des compétences entre hommes et femmes est peu important de manière générale, on observe que c'est à Tahiti et aux Iles-du-Vent que le bilinguisme est le moins répandu puisque si 95% se déclarent francophones, un peu moins de 30%

¹¹ INSEE-ISPF, Recensement général de la population de Polynésie française de 2002 (www.ispf.pf)

déclarent avoir une maîtrise partielle ou pas de connaissance d'une langue polynésienne. Bien sûr, l'une des clés de cet écart tient dans la proportion de Français d'origine métropolitaine à Tahiti. Le recensement fait état d'environ 31000 personnes nées hors de la Polynésie française, dont 27000 résident aux Iles-du-Vent. On pourrait considérer que la part de résidents nés hors de Polynésie figurent en grande majorité dans le groupe des locuteurs qui déclarent maîtriser peu ou pas une langue polynésienne. Il nous faut avant de déduire cette part pondérer la différence entre les populations interrogées puisque seuls les résidents de 14 ans et plus ont été sollicités sur leurs compétences linguistiques.

Iles-du-Vent			
Population totale	183804	Dont 14 ans et plus	134431
Population née hors PF	27304	Maîtrisant peu ou pas une langue polynésienne	39634
Pourcentage	14,8%		29,4%
Population âgée de 14 ans et plus, née en PF et maîtrisant peu ou pas une langue polynésienne			15,4% de 134431 = 20702

Le bilinguisme déficitaire en langue polynésienne est donc moins considérable qu'il n'y paraît parmi la population d'origine polynésienne. Toutefois, l'enjeu véritable est posé dans le développement d'un bilinguisme additif, où les compétences plurilingues marquent un enrichissement et non une incapacité à satisfaire aux exigences du groupe social dans aucune des langues pratiquées. C'est le cas de l'alternance codique stigmatisée dans les productions scolaires (voir ci-dessous).

On en tirera des conclusions qui n'étonneront pas : une population jeune qui se dirige vers les zones plus densément peuplées, une unification linguistique relative dans ces zones (en fait, essentiellement Tahiti), où la langue véhiculaire tend à se confondre avec la langue d'éducation, avec un transfert de ces usages de la sphère publique (milieu scolaire peuplé d'enseignants francophones, faisant pas ou peu usage des langues polynésiennes) vers la sphère privée ; à l'inverse, une rétention des personnes plus âgées dans les zones plus isolées (on note toutefois un flux migratoire au départ des Iles-du-Vent de la tranche d'âge des 25-30 ans¹²), qui contribue à y maintenir l'usage dominant d'une langue polynésienne, qui sera celle de la région au foyer et le tahitien ou le français dans les relations avec les autres communautés.

En Polynésie française, la loi organique 96-312 de 1996 attribue les compétences de l'Etat au seul enseignement supérieur : les autorités territoriales sont responsables de l'enseignement primaire et secondaire. L'enseignement des langues polynésiennes (le tahitien ou une langue vernaculaire propre à la communauté concernée) est organisé en maternelle et à l'école primaire, à raison d'une heure hebdomadaire, à laquelle s'ajoute 1h40 d'enseignement en langue polynésienne de disciplines non linguistiques. Cet enseignement est normalisé, c'est-à-dire qu'il fait partie de l'horaire normal des cours et fait l'objet d'une formation linguistique de tous les maîtres, dont les compétences en tahitien ne sont pas nécessairement celles d'un locuteur natif. Il faut ajouter à ce dispositif les *puna reo*, classes d'accueil de langue et culture polynésiennes, récemment implantées sur le modèle des *Koanga Reo* maori de Nouvelle-Zélande. On notera la double différence entre la disposition polynésienne et la délibération prise en 2005 en Nouvelle-Calédonie. D'abord, s'il est normalisé, l'enseignement du tahitien est de moitié celui prévu pour les langues kanak au primaire. Les futurs intervenants de langues kanak seront appelés à intervenir comme maîtres spécialisés complémentaires, à moins que les instituteurs ne possèdent les qualifications requises. La « normalisation » de l'enseignement du tahitien à l'école primaire polynésienne fait en sorte que des maîtres qui ne la maîtrisent pas nécessairement ont chargés de l'enseigner. Mais, surtout, l'insertion du tahitien dans le cursus n'est pas directement motivé par une pédagogie de l'amélioration des résultats scolaires ; il semble répondre davantage à un objectif d'appropriation collective d'un patrimoine linguistique.

¹² FROUTE O., *Recensement de la population de la Polynésie française*, in INSEE-Première, N° 543, septembre 1997.

Dans l'enseignement secondaire, le tahitien est enseigné au titre de langue vivante étrangère, au choix parmi d'autres à raison de 3 heures hebdomadaires. Une épreuve de langue tahitienne est proposée au baccalauréat et un concours bivalent français-tahitien est organisé pour le recrutement des professeurs de collège (CAPES) depuis 1997. La prise en compte des langues vernaculaires et de la langue véhiculaire tahitienne figurent parmi les principales préoccupations pédagogiques des nombreux enseignants qui arrivent de France métropolitaine et accomplissent un mandat à durée déterminée en Polynésie. Ils se trouvent confrontés, à Tahiti surtout, à un idiolecte jeune qui reflète la rencontre entre les deux cultures : le « franco-tahitien », forme d'alternance codique intraphrastique ou d'interlangue non normée. Cette langue représente, selon le témoignage d'enseignants¹³, une véritable langue véhiculaire qui tend à se développer dans les milieux urbains non favorisés. Langue à part entière ou stratégie de communication des bilingues franco-tahitiens ? Le problème est que la maîtrise d'un bilinguisme harmonieux impliquerait la capacité à construire une triple compétence langagière, qui correspond à des situations d'énonciation bien distinctes : la langue polynésienne, la production mixte et le français. PAIA ET VERNAUDON (2002 : 397) insistent sur l'erreur qui consisterait à considérer que l'ensemble des locuteurs de ce « franco-tahitien » sont également capables de s'exprimer avec aisance dans le système normé de l'une ou l'autre des deux langues, voire les deux. Le problème naît pour ceux qui se trouvent prisonniers de cette interlangue et ne maîtrisent aucun des deux systèmes linguistiques qui la composent. Parmi ces locuteurs figurent un bon nombre d'élèves en difficulté scolaire pour qui les enseignants français ne semblent pas toujours en mesure de proposer les nécessaires remédiations. Le problème soulevé par PAIA ET VERNAUDON (2002 : 400) est que l'initiation au tahitien proposée ne suffit pas à réduire le déficit linguistique des élèves en difficulté dans la langue identitaire. Il ne peut donc se substituer à une stabilisation des pratiques linguistiques des langues polynésiennes dans la sphère privée. Des enseignants soulignent que la place du tahitien dans les collèges comporte des effets pervers : son enseignement facultatif comme langue vivante étrangère le place en concurrence avec des langues de communication internationale et le choix du tahitien place dans les faits les élèves dans des groupes de plus faible niveau.

4. Vanuatu

A Vanuatu (186 678 habitants en 1999), les équilibres linguistiques sont diversement mesurables. Trois, voire quatre langues sont utilisées par une grande partie de la population en permanence, en fonction des activités de la vie quotidienne. La langue du foyer demeure pour 72% des gens (55% en zone urbaine) l'une des 108 langues vernaculaires répertoriées, le reste faisant usage du pidgin bislama, langue nationale véhiculaire à base lexicale anglaise. En revanche, les langues d'éducation demeurent celles des anciennes puissances coloniales : le français (37,5%) ou l'anglais (62,5%). Vanuatu compte la plus forte densité de langues par habitant. On compte entre 106 et 112 langues vernaculaires, dont plusieurs ont disparu, 37 sont parlées par moins de mille locuteurs (17 par moins de cinquante locuteurs). Les langues les plus parlées sont les suivantes :

Lenakel (Tanna)	11 500	Apma (Pentecôte)	7 800
Nakanamanga (Efate/Iles Shepherd)	9 500	Whitesands (Tanna)	7 500
Nord-est Mallicolo	9 000	Raga (Pentecôte)	6 500
Duidui (Ambae)	8 700	Sud Efate	6 000
		Paamese (Paama)	6 000

La plupart des gens sont capables de s'exprimer à la fois dans la langue locale (94,4%) et dans la langue véhiculaire (82%), les capacités étant inverses selon que l'on soit en milieu urbain ou rural. Les compétences en français et en anglais seraient elles en moyenne de 24,5 et de 44,2%, avec une différence de 20% environ entre les zones rurales, moins polyglottes, et les zones urbaines.

¹³ Cf. les articles consacrés à l'« Enseignement du français en collège » et au « Conflit de langues dans l'enseignement », dans *Tahiti-Pacifique Magazine* n°173 et 174, 2005.

La loi 21 sur l'éducation de 2001 garantit l'apprentissage de l'autre langue officielle d'éducation : tous les élèves qui accèdent à l'éducation secondaire doivent commencer l'étude de l'autre langue d'instruction comme LV1. L'article 6 précise toutefois que des disciplines non linguistiques peuvent être enseignées dans une langue vernaculaire ou en bislama. En pratique, des classes-pilotes conduisent une expérimentation d'accueil (deux années de maternelle et la première année du cycle primaire) en langue vernaculaire, qui s'inspire du second plan directeur sur l'éducation proposé par la Banque mondiale. Il est prévu que les sciences continuent d'être enseignées tout au long du cycle primaire et dans les années d'éducation élémentaire de complément. A la lecture du texte de la loi sur l'éducation, il ne semble pas prévu de généraliser l'enseignement en langue vernaculaire, dont les difficultés principales résident dans la formation des enseignants et la constitution d'outils et de méthodes didactiques adaptés. Un compromis adéquat entre le degré de compétence pédagogique et de compétence linguistique des enseignants doit être trouvé, et on peut penser que les services de l'éducation pourraient alors instituer le service de médiateurs culturels, comme il en existe en Guyane française notamment.

Le taux de scolarisation, globalement satisfaisant, est très faible si l'on considère la pyramide de la population scolaire et les coupes sévères qui s'opèrent dans les cohortes entre chaque cycle. Si les chiffres parlent d'une population scolaire de 45228 élèves en 2001, taux remarquable pour un pays dont le revenu national brut en 2003 était de 1180 dollars par habitant, 16,5% de la population âgée de cinq ans et plus déclare n'avoir jamais fréquenté l'école et 81,2% de la population adulte n'aurait pas dépassé le niveau d'enseignement primaire. Il est dès lors bien délicat de transférer la répartition linguistique des élèves en termes de francophonie ou d'anglophonie de la population totale. C'est pourtant sur un bilinguisme anglais-français que repose le dispositif éducatif, et sur un trilinguisme des services (bislama-anglais-français) que fonctionne officiellement l'Etat. La réalité est que le réseau d'enseignement privé et public produit depuis cinq ans l'équivalent annuel de trente à quarante bacheliers francophones, ce qui est peu. L'activité économique, concentrée sur la capitale, donne l'impression de s'exercer surtout en anglais, même si beaucoup de petites et moyennes entreprises sont dirigées par des francophones et que le français est partiellement ou entièrement la langue de travail des compagnies nationales d'électricité ou de télécommunications. Dans la fonction publique, les langues de travail sont l'anglais écrit et le bislama parlé depuis l'indépendance (1980), avec une augmentation de l'usage écrit du bislama au cours des dernières années. Le français est une langue officielle de traduction, avec des retards tels qu'il est presque sorti d'usage dans le domaine juridique, malgré des efforts de la coopération internationale.

5. Conclusions

L'observation attentive des données de politique linguistique des îles et territoires de la Franconésie suggère des rapprochements inédits entre des ensembles dissociés sur le plan de la généalogie linguistique.

La Nouvelle-Calédonie présente le profil d'une société où coexistent des communautés très distinctes. Le pays présente plusieurs couches institutionnelles, à la manière de la Belgique fédérale, partageant l'autorité entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, les Provinces et les communes, entre des institutions traditionnelles mélanésiennes, qui opèrent à des degrés divers leur modernisation, et des institutions modernes de l'Etat français. Ce dispositif par couches superposées et responsabilités parallèles permet de faire coexister des communautés fort diverses, avec des aspirations distinctes. La langue unit ces communautés, dans la mesure où elles partagent un français de communication, langue véhiculaire intercommunautaire et langue d'éducation. A défaut de voir émerger une langue identitaire parmi les langues vernaculaires plus diffusées, ce sont les différentes variétés de français qui s'imposent comme langue véhiculaire. Il n'y a pas de langue identitaire à l'échelle du pays, sauf à considérer les registres partagés du français calédonien, dont l'étude transversale reste encore à faire¹⁴. La préservation des

¹⁴ Cf. DAROT M., PAULEAU C., *Situation du français en Nouvelle-Calédonie* in BENJAMINO M. et ROBILLARD D. de (sous la direction de), *Le français dans l'espace francophone*, t. 1, Paris, Champion, 1993, 283-301.

langues et cultures kanak, leur intégration dans la vie quotidienne s'intègrent dans un cercle de communautés plus large, dont il est une composante déterminante.

La Polynésie française possède une langue polynésienne véhiculaire, le tahitien, qui est présente dans les médias et dans la vie quotidienne de la plupart des habitants. Cette manifestation d'un usage linguistique ordinaire place la langue en état de contact permanent dans les usages avec le français, langue officielle. Les progrès de l'instruction publique peuvent-ils maintenir l'usage quasi-exclusif du français à l'école et dans le domaine de l'administration et des services publics et aller de pair avec une modernisation du tahitien ? Cette véhicularisation entraîne une dégradation de la maîtrise des langues normées, tant du français que du tahitien (les langues polynésiennes périphériques subissent quant à elles, lorsqu'elles sont en relation avec le tahitien, la force d'une relation diglossique), au bénéfice d'une pidginisation du médium commun. Les problèmes engendrés par cette situation sont connus.

Les situations de Futuna la traditionnelle et, dans une moindre mesure, de Wallis, sont celles d'usages linguistiques préservés mais de perspectives étroites de développement à court et moyen terme. L'homogénéité et l'isolement des communautés de Wallis-et-Futuna garantissent la vitalité de l'emploi des langues vernaculaires mais constitue un obstacle au développement économique.

Notre analyse des différentes situations linguistiques nous amène donc à cette conclusion paradoxale : la préservation de l'équilibre entre les langues paraît mieux assurée à Vanuatu, faiblement développée, que dans les deux territoires français qui bénéficient pourtant de capacités économiques nettement supérieures à conduire une politique éducative de grande ampleur. La présence d'une langue nationale qui n'est ni la langue d'éducation ni une langue vernaculaire forme en effet un tampon contre l'installation de toute relation inégale. L'homogénéité de la population mélanésienne empêche de voir naître et se développer des conflits raciaux, comme cela a été le cas en Nouvelle-Calédonie. La diversité des langues vernaculaires ne permet pas l'essor privilégié de l'une d'entre elles et explique l'expansion d'un pidgin, qui n'engendre pas pour autant d'assimilation significative avec les langues locales, qui sont les plus fragiles. Il est vrai qu'en milieu urbain et plurilingue, une créolisation du pidgin s'observe, mais comment pourrait-il en être autrement ? Il n'y a en tous cas pas d'altération sensible d'une langue vernaculaire en particulier mais consensus autour d'une langue nationale d'usage commun et aisé, somme toute plutôt égalitaire. De la sorte, les langues d'éducation, le français et l'anglais, se trouvent dédouanées de toute connotation coloniale qui en produirait le rejet. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes, s'il ne fallait constater que la qualité et la vitalité insuffisantes des langues d'éducation portent préjudice au système éducatif dans son ensemble. L'exigence populaire, au moment d'une indépendance obtenue par un gouvernement anglophone, de maintenir deux régimes linguistiques d'éducation, disponibles tant dans le réseau public que confessionnel d'enseignement, a assuré un taux de scolarisation à Vanuatu comparable à celui de son voisin calédonien. En revanche, la formation des maîtres et des professeurs, si elle est en progrès sur le plan didactique, semble incapable de fournir l'amélioration attendue des compétences des élèves. La raison n'est-elle pas simplement l'absence de maîtres et d'enseignants locuteurs natifs d'anglais et de français ? Il reste à établir à cet égard une analyse de la maîtrise des langues maternelles chez les adolescents nivanuatu et kanak de même degré scolaire. L'expérience intuitive montre le saut qualitatif des compétences linguistiques de l'étudiant nivanuatu qui bénéficie d'un séjour long en Nouvelle-Calédonie ou en Francophonie. L'avantage gagné peut-être dans la sécurisation des compétences en langues maternelle et identitaire, plus forte à Vanuatu, est réduit par l'inconvénient d'une formation et d'une maîtrise linguistiques insuffisantes des professeurs dans les disciplines qu'ils enseignent.

Références bibliographiques

BARNECHE S., « Vie urbaine et transmission des langues à Nouméa », *Glottopol* 5, 2005, p. 67-90.
BUFFIERE B., « Recensement de la population à Wallis-et-Futuna », *INSEE Première* n°1013, avril 2005.

- CARR-HILL R., GRISAY A., *Comparaison des performances des élèves fréquentant l'année 6 et l'année 10 dans les écoles anglophones et francophones de Vanuatu*, Etude publiée par le Bureau des examens du Ministère de l'Education de Vanuatu, décembre 1998.
- CERQUIGLINI B. (sous la direction de), *Les langues de France*, Paris, PUF, 2003.
- DAROT M., PAULEAU C., *Situation du français en Nouvelle-Calédonie* in BENJAMINO M. et ROBILLARD D. de (sous la direction de), *Le français dans l'espace francophone*, t. 1, Paris, Champion, 1993, 283-301
- EYSSERIC V., *Le corpus juridique des langues de France*, Délégation générale à la langue française et aux langues de France, 2005.
- FILLOL V., VERNAUDON J., « Les langues kanak et le français, langues d'enseignement et de culture en Nouvelle-Calédonie : d'un compromis à un bilinguisme équilibré ? », *Etudes de linguistique appliquée*, n° 133, Paris, p. 55-67.
- FROUTE O., *Recensement de la population de la Polynésie française*, in INSEE-Première, N° 543, septembre 1997.
- GAUTHIER J., *Les Ecoles populaires kanak : une révolution pédagogique ?*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- GOBBER et M.-J., VEYRET M.-P., *Quelles langues utilisent nos élèves?*, CRDP Nouméa, 2000.
- LECLERC, Jacques. *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFO, Université Laval, 31 décembre 2001, [<http://www.tlfo.ulaval.ca/axl/pacifique/polfr/>], (10 octobre 2005).
- LYNCH, J., CROWLEY T. (2001), *Languages of Vanuatu : A new survey and bibliography*, Canberra, Pacific Linguistics.
- MOYSE-FAURIE C., « Langues et politiques linguistiques en Océanie: quel avenir pour les langues d'Océanie? », *Etudes mélanésiennes* n°31, 2001, p. 59-74.
- MOYSE-FAURIE C., « Différentes expérimentations d'enseignement bilingue en Océanie (contextes particuliers, difficultés, résultats) », document dactylographié, 2004.
- Mwaa Vée: Le Défi des langues kanak*, avril 1999, n° 24. Nouméa: ADCK. ISSN 1250.7776.
- NOUVELLE-CALEDONIE. Institut de la Statistique et des Etudes économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE-NC), (www.isee.nc)
- PAIA M., VERNAUDON J., "Le tahitien: plus de prestige, moins de locuteurs", *Hermès* 32-33, 2002, p. 395-402.
- POLYNESIE FRANCAISE. Institut national de la Statistique et des Etudes économiques (INSEE-ISPF), *Recensement général de la population de Polynésie française de 2002* (www.ispf.pf)
- SAM L., *Enseignement des langues vernaculaires*, Brochure réalisée pour la mission aux langues et cultures régionales, Vice-Rectorat de la Nouvelle-Calédonie, 2001 [en ligne]. Disponible sur <http://www.ac-noumea.nc/sitevr/NC/TrLing.html>
- VANUATU. Bureau de la Statistique. *Vanuatu national population census May 1989 : Main report*. Port Vila : 1991.
- VANUATU. Bureau de la Statistique. *The 1999 national population and housing census : Main report*. Port Vila : 2000.

Annexe 1 Tableau comparatif de la maîtrise du français en Franconésie

	Population totale	Population de 14 ans et plus	Maîtrisant une langue vernaculaire	Maîtrisant une langue véhiculaire	Maîtrisant le français
Polynésie française	Données ISPF 2004	Recens 2002	Langue polynésiennes	tahitien	
Total	244830	177002	131951		164465
Langues parlées à la maison		177002	38.7% 68640		62.5% 110758
Né en PF		150099	45.2% 67891		57.8% 86886
Né en France		19504	0.6% 121		92.5% 18060
Iles-du-Vent		134431	94797		94797
Nouvelle Calédonie	Recens. 2004	Recens 1996	Une des 28 langues kanak	français	
TOTAL	230789	140572	53566		133909
Nord		27692	19907		26463
Sud		100008	21281		95747
Iles		12872	12378		11699
Mélanésiens		57407	51675		
Nord		21060	19601		
Sud		23905	19743		
Iles		12442	12331		
Européens		51764	813		
Wallisiens	17763*	112469			
Wallis et Futuna	Recens. 2003				
TOTAL	14944	8966**	94%	78% bil fra/pol.	84%
Futuna	4873				
Wallis	10071				
Vanuatu	205574 (données 2005)	Recens. 1989 (5 ans et plus : 128123)	94%	83%	A : 44% F : 25%
Zone urbaine			82,2%	92,7%	F : 35% A : 59,5%
Zone rurale			97,4%	82%	F : 18,2% A : 36,4%
Langue principale du foyer		(36415 répondants) Recens. 1999	72%	23%	F : 1,8% A : 1,3%
Zone urbaine				58%	
Zone rurale			85,4%		

*: 1996 - **: estimations

Annexe 2 : Documents juridiques de référence :

Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

Article 57 alinéas 1, 2 et 3 : « Le français est la langue officielle de la Polynésie française.

Son usage s'impose aux personnes morales de droit public et aux personnes de droit privé dans l'exercice d'une mission de service public ainsi qu'aux usagers dans leurs relations avec les administrations et services publics.

La langue tahitienne est un élément fondamental de l'identité culturelle : ciment de cohésion sociale, moyen de communication quotidien, elle est reconnue et doit être préservée, de même que les autres langues polynésiennes, aux côtés de la langue de la République, afin de garantir la diversité culturelle qui fait la richesse de la Polynésie française.

Le français, le tahitien, le marquisien, le paumotu et le mangarevien sont les langues de la Polynésie française. Les personnes physiques et morales de droit privé en usent librement dans leurs actes et conventions ; ceux-ci n'encourent aucune nullité au motif qu'ils ne sont pas rédigés dans la langue officielle ».

Loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie Française

Article 115 alinéas 2, 3, 4 : « La langue tahitienne est une matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et primaires et dans les établissements du second degré.

Sur décision de l'assemblée de la Polynésie française, la langue tahitienne peut être remplacée dans certaines écoles maternelles et primaires et dans les établissements du second degré par l'une des autres langues polynésiennes.

L'étude et la pédagogie de la langue et de la culture tahitiennes sont à cet effet enseignées à l'école normale mixte de la Polynésie française ».

Arrêté du 20 octobre 1992 modifiant l'arrêté du 15 avril 1988 modifié relatif aux langues régionales des lycées, pour y introduire les programmes des langues mélanésiennes :

« Les langues régionales mélanésiennes » (l'ajie, le drehu, le nengone et le paici) sont ajoutées à la liste des langues régionales pouvant faire l'objet d'une épreuve obligatoire ou facultative au baccalauréat (article 1).

Constitution de Vanuatu

Article 3

La langue véhiculaire nationale de la République est le bislama. Les langues officielles sont l'anglais, le bislama, le français. Les langues principales d'éducation sont l'anglais et le français.

La République protège les différentes langues locales qui font partie de l'héritage national, et peut déclarer l'une d'elles langue nationale.

Article 64

Tout citoyen de Vanuatu peut obtenir, dans celle des langues officielles qu'il pratique, les services qu'il est en droit d'attendre de l'administration de la République. »

Annexe 5 : Esquisse comparative (provisoire) des enjeux sociolinguistiques en Franconésie

Communautés culturelles	Langues	Avantages	Inconvénients
Vanuatu _ Identité mélanésienne homogène 205000 h.	108 langues vernaculaires 1 langue nationale véhiculaire (bislama) 2 langues d'éducation (français-anglais) 3 langues officielles (fr.-ang.bislama) +	Plurilinguisme traditionnel des langues vernaculaires relativement préservé Langue véhiculaire: adaptabilité à la diversité des langues parlées sur le territoire Langues officielles : Promotion d'un trilinguisme administratif ; Influences limitées des langues d'éducation sur les langues vernaculaires	- Langues vernaculaires parfois moribondes ou menacées - Créolisation et anglicisation du pidgin en milieu urbain - Non-reconnaissance de la langue véhiculaire à fins éducatives Enseignement dans une langue seconde d'éducation par les maîtres, Déficit accentué de la norme
Nouvelle-Calédonie + Polarisation Mélanésien/ Européens & autres communautés 230000 h.	- 28 langues vernaculaires de locuteurs kanak excl. - fr. langue première pour la comm. Européenne et des membres d'autres comm., - différentes langues communautaires de tradition écrite (vietnamien) et orale (bisl., polyn.) - 1 langue véhiculaire et officielle, le français +	Dialogue des cultures : prise en compte progressive des langues vernaculaires dans le cursus éducatif. Autonomie de gestion des deux grandes communautés culturelles (française, kanak) Vitalité culturelle e la langue et de la culture françaises Plurilinguisme égalitaire traditionnel des langues vernaculaires	Violences communautaires : identification entre développement et appartenance ethnique, Déculturation des communautés immigrées de tradition orale Langues vernaculaires parfois moribondes ou menacées
Polynésie française Identité polynésienne dominante Communautés complémentaires -+ 240000 h.	5 langues vernaculaires 1 langue véhiculaire régionale, le tahitien 1 langue officielle, le français (avec le tahitien de 1980 à 1996) _	Identité polynésienne incontestable et relative homogénéité ethnique Bilinguisme langue véhiculaire/langue officielle Productions culturelles importantes en langues polynésienne et française	Double minorisation des langues vernaculaires non véhiculaires (mangar., marquisien, ...) Semilinguisme des communautés bilingues en milieu défavorisé « Plus de prestige, moins de locuteurs »
Wallis-et-Futuna Identité polynésienne homogène _ 15000 h.	2 langues vernaculaires 1 langue officielle -	Homogénéité des communautés linguistiques et culturelles Préservation des traditions dans le cadre républicain (Royaumes)	-Retard du développement -Rupture entre les pratiques linguistiques ordinaires et la sphère éducative -Dépendance socio-économique forte de la France métropolitaine et de NC